



## Assemblée générale

Distr. générale  
22 octobre 1998  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-troisième session

### Cinquième Commission

Point 17 e) de l'ordre du jour

**Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires  
et autres nominations : nomination de membres  
du Tribunal administratif des Nations Unies**

## **Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies**

### **Note du Secrétaire général**

1. Comme il est indiqué dans le document A/53/105 du 8 juin 1998, l'Assemblée générale devra nommer deux personnes à la présente session afin de pourvoir les sièges qui deviendront vacants au Tribunal administratif des Nations Unies avec effet au 1er janvier 1999.
2. Les personnes dont les noms suivent ont été désignées par le Gouvernement de leurs pays respectifs pour être nommées ou reconduites dans leurs fonctions au Tribunal :
  - M. Kevin Haugh (Irlande);
  - Mme Anna M. J. Magezi (Ouganda);
  - Mme Deborah Taylor Ashford (États-Unis d'Amérique).
3. On trouvera ci-après la notice biographique des candidats.

## **Kevin Haugh**

<b>Date de naissance</b>	1er juin 1944
<b>1965</b>	Licence en droit civil (Bachelor of Civil Law), University College, Dublin
<b>1966</b>	Admis au barreau irlandais, après des études à Kings Inns, Dublin; avocat (Junior Counsel) au barreau irlandais jusqu'en 1983
<b>1983</b>	Membre de l'Inner Bar; continue à exercer comme avocat confirmé (Senior Counsel) jusqu'en 1996
<b>1994</b>	Élu doyen de Kings Inns, institut qui régit le système de formation des futurs avocats et réglemente les pratiques professionnelles, les mesures disciplinaires et le fonctionnement du barreau irlandais
<b>1996</b>	Nommé juge au Circuit Court en juillet 1996 (le Circuit Court connaît des affaires pénales aussi bien que civiles – ces dernières comprennent les appels des jugements prononcés par les tribunaux du travail, qui portent sur les conflits et désaccords de tous ordres entre employeurs et employés). Également juge au Tribunal pénal spécial, instance composée de magistrats, qui statue sur les actes de terrorisme et de subversion et sur d'autres affaires considérées comme ne relevant pas d'un jury d'assises. Membre du Conseil de l'ordre des avocats (Bar Council) depuis les années 70 (le Conseil réglemente l'exercice de la profession, notamment en matière disciplinaire et déontologique). Membre d'un comité chargé de conseiller le Ministre de la justice sur la vidéosurveillance des détenus dans les prisons. Président d'un tribunal compétent en matière de nomination de consultants médicaux
<b>Loisirs</b>	Montgolfières, jardinage, voyages et lecture

## Anna Mary Josephine Magezi

<b>Date de naissance</b>	10 avril 1945
<b>Situation de famille</b>	Mariée
<b>Études</b>	Diplôme d'avocat, Council of Legal Education, Gray's Inn, Londres, 1969; Niveaux «A» et «O», Cambridge School Certificate, Namagunga Secondary School, 1964-1966
<b>Formation complémentaire</b>	«Institution-building: strategic management for the 1990's», 2 mai-3 juin 1994, Centre for development and population activities (Washington); «Women, Men and Development», cours/séminaire sur l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans le développement, Institute of Development Studies, Sussex University
<b>Appartenance à des associations professionnelles</b>	Membre fondateur, Uganda Association of Women Lawyers; membre de la Law Society; membre de la Honorable Society of Lincoln's Inn; membre de l'Association des femmes africaines pour la recherche sur le développement (AFARD); Association for Women in Development; membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye
<b>Carrière</b>	
1970-1977	Bureau du Procureur général, a travaillé notamment en tant qu'Administrateur général adjoint et que Public Trustee
1974-1975	Magistrat (Grade 1 Magistrate)
1975-1977	Magistrat principal (Chief Magistrate)
1977-1979	En exil (pour raisons politiques)
1980-1989	Magistrat principal
Depuis 1990	Présidente, Tribunal du travail
<b>Expérience professionnelle</b>	Avocate; arbitrage en matière civile et pénale; tribunaux du travail; planification, formulation et analyse de politiques soucieuses d'équité entre les sexes; comité chargé d'examiner la législation du travail, dans le cadre d'un projet financé par l'OIT
<b>Activités de consultant</b>	
1985	A participé, en tant que consultante, à un groupe de travail de l'UNICEF chargé de recenser les besoins des femmes et de trouver les moyens d'intégrer celles-ci dans le processus de développement

- 1988-1990 En tant que consultante auprès du Fonds africain pour le logement (African Housing Fund), a participé à la conception d'un projet de coopérative féminine de construction, grâce auquel des femmes vivant dans des taudis ont pu construire des logements et gagner leur vie. En tant qu'observateur, a suivi le projet au stade de la mise en route
- 1993 A évalué, en tant que consultante, la mise en oeuvre en Ouganda d'un projet de préparation à la vie familiale, parrainé par le Centre for Development and Population Activities (Washington)
- 1994 A participé, en tant que conseiller technique, à un programme de formation organisé par le British Council à l'intention de femmes d'affaires ougandaises

#### **Participation à des séminaires/présentation de communications**

- 1984 Dans le cadre d'un programme d'échange financé par l'Agency for International Development des États-Unis, a étudié des projets de développement communautaire dans le Tennessee
- 1988 A participé à une conférence sur la violence à l'égard des femmes, organisée au Pays de Galles par International Women's Aid, et y a présenté une communication sur la violence à l'égard des femmes en Ouganda
- 1988 A participé, au Zimbabwe et à Nairobi, à des réunions préparatoires en vue de créer une association panafricaine connue sous le nom de Women, Law and Development.
- 1990 A participé à une conférence sur la violence à l'égard des femmes à Douglas College (New Jersey), dont le temps fort a été la création du Centre for Women's Global Leadership, qui a mené campagne pour que les droits des femmes soient reconnus comme des droits fondamentaux. Son action a contribué à la nomination, en 1993, à la suite de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, d'un rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes
- 1992 A effectué un voyage d'étude sur les tribunaux du travail au Kenya et en Angleterre, qui était financé par l'OIT
- 1994 A participé, à Dakar, à une réunion préparatoire du Forum des organisations non gouvernementales organisé parallèlement à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Dans ce cadre, a présidé une séance de travail sur un document de fond établi par l'AFARD sur les femmes et la démocratisation ainsi que sur les femmes et la violence en Afrique
- 1994 A participé, à Victoria Falls, à un colloque sur les droits

fondamentaux des femmes organisé à l'intention de magistrats du Commonwealth

1997

A représenté l'Ouganda à l'Assemblée générale de l'OIT à Genève

## Deborah Taylor Ashford

- Études** Juris Doctor, Yale Law School, 1981; Master of Arts, University of Alabama, 1974; Bachelor of Arts, University of Alabama, 1972.
- Expérience professionnelle**
- Depuis 1982 Cabinet juridique Hogan & Harston (Partner depuis janvier 1990). Domaines de spécialisation : représentation d'organisations bénéficiant de l'exonération fiscale, en particulier pour ce qui concerne les questions de fiscalité et le droit des sociétés appliqué aux organisations internationales; privatisation de biens d'équipements. Fonctions administratives : Administratrice adjointe, puis Directrice de l'administration (1985-1990); responsabilité directe du personnel n'ayant pas la qualité d'avocat (personnel de bibliothèque, assistants juridiques, secrétaires, informaticiens, personnel de la comptabilité, de l'administration du personnel et de bureau, soit au total quelque 500 personnes); établissement et suivi du budget; décisions visant le personnel; et coordination des travaux d'aménagement et de l'installation dans de nouveaux locaux de bureau d'une superficie d'environ 21 000 mètres carrés
- Été 1980 Hogan & Harston (stagiaire d'été); Cravath, Swaine & Moore (stagiaire d'été)
- Été 1979 Assistante spéciale auprès du Directeur du Bureau de la discrimination structurelle à la Commission sur l'égalité des chances dans l'emploi (Office for Systemic Discrimination, Equal Employment Opportunity Commission)
- Autres activités juridiques** Membre du Tribunal administratif des Nations Unies depuis 1996; Secrétaire de la National First Ladies Library; membre du Conseil consultatif d'Equality Now; conseillère juridique principale du Comité pour l'inauguration présidentielle, 1997; membre du Conseil national des avocats du Comité national du Parti démocrate; Conseillère juridique principale de la Fondation PEN/Faulkner depuis 1983
- Publications** «Lobbying and the Law: a Guide to federal tax law limitations on legislative and political activities by nonprofit organizations» (printemps 1989 et octobre 1989); «Sylvia Plath's Poetry: a complex of irreconcilable antagonisms» (printemps 1974)
- Références** Samuel R. Berger; Michael S. Berman; Anthony S. Harrington; Carolyn Utrecht; Christine Varney
-